

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 166 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2930 - Prix : 1€



**Budget 2024 : la
feuille de route du
Medef**

Page 3

**La gauche
réunionnaise au chevet
du patronat**

Page 6

**Martinique
Contre vie chère et bas
salaires**

Pages 12

Après la destruction de Gaza, celle du Liban. Et ensuite ?

Depuis le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre, il y a un an, les dirigeants israéliens se sentent tout permis.

Des tapis de bombes ont réduit la bande de Gaza en champ de ruines, tuant plus de 40 000, hommes, femmes et enfants, et infligeant des souffrances infinies aux survivants. En Cisjordanie, les descentes de l'armée israélienne et des milices d'extrême droite ont fait près de 600 morts.

L'armée israélienne s'est permis de frapper et de tuer en Syrie, au Yémen et en Iran. Et depuis vendredi, elle s'est lancée dans la guerre totale contre le Hezbollah, pilonnant le Liban sans relâche transformant des quartiers, des villages et des régions entières en montagnes de gravats.

Oui, les dirigeants israéliens s'octroient tous les droits. Netanyahu s'est même payé le luxe de lancer l'opération qui a tué Hassan Nasrallah depuis l'enceinte de l'ONU à New York !

Pourquoi se gênerait-il ? Les États-Unis et, derrière eux, les grandes puissances européennes le soutiennent inconditionnellement. Ils l'ont certes appelé à la retenue et parlent régulièrement d'un cessez-le-feu. Mais ils n'ont jamais cessé leurs livraisons d'armes.

Biden comme Kamala Harris ont félicité Netanyahu pour l'assassinat de Hassan Nasrallah, déclarant que c'était « une mesure de justice ». Comment parler de « justice » quand une bombe d'une tonne explose au milieu d'un quartier d'habitations, faisant des centaines de victimes, hommes, femmes, enfants ?

Il y a une expression et une seule pour désigner les agissements d'Israël au Liban et à Gaza : le terrorisme d'État. Et ce terrorisme ne diffère de celui du Hamas ou du Hezbollah que par les moyens plus importants dont il dispose, ceux d'un État surarmé qui a la bénédiction ouverte ou tacite des grandes puissances.

Quand les dirigeants sionistes ont décidé de construire un État confessionnel juif sur une terre habitée par les Palestiniens, ils ont condamné les Israéliens à une guerre sans fin. D'opprimé, le peuple d'Israël s'est transformé en une force d'oppression. Et au fil du temps, l'État d'Israël est devenu le bras armé le plus fiable et le plus aguerri de l'impérialisme, chargé de tenir en respect les régimes jugés trop indépendants par les États-Unis, comme l'Iran.

Aujourd'hui, l'ordre impérialiste au Moyen-Orient se confond avec le terrorisme d'État israélien et sa politique d'expansion, de colonisation, d'annexions. Mais c'est ce même ordre impérialiste qui a détruit l'Irak et décomposé la Syrie. C'est cet ordre impérialiste qui a plongé les peuples de toute la région dans des crises sociales et politiques infinies.

Les Libanais en savent quelque chose ! Les frontières de leur pays ont été tracées par la France coloniale qui l'a artificiellement séparé de la Syrie. Son système politique basé sur les divisions communautaires a été, lui aussi, conçu par les puissances coloniales pour affaiblir le futur État et le maintenir sous leur dépendance.

La population libanaise, dont une fraction est constituée de réfugiés palestiniens, a payé ces calculs de quinze années de guerre civile de 1975 à 1990. Car le Liban est devenu une arène dans laquelle toutes les puissances de la région s'affrontent, soutenant chacune telle ou telle milice confessionnelle.

Des Libanais disent leur désarroi d'être les éternels otages d'une guerre qui n'est pas la leur. En fait, c'est le cas de tous les peuples de la région.

Car ce qui se joue dans ces affrontements, et ce qui oppose Israël aux Palestiniens, n'est pas une guerre entre Juifs et Musulmans. C'est de savoir qui continuera de dominer cette région. Qui profitera du pétrole et à quelle condition, et qui contrôlera le commerce maritime qui passe par le détroit d'Ormuz et le canal de Suez.

C'est la préoccupation des puissances impérialistes, et c'est aussi celle de l'Iran et des partis nationalistes comme le Hamas et le Hezbollah. Car, ils l'ont montré au pouvoir, leur problème n'est pas de sortir leurs peuples de la pauvreté. En participant, eux aussi, à l'engrenage guerrier, ils ne visent qu'à récupérer une plus grosse part du butin et à profiter de ce même système d'exploitation et de pillage.

Il faut sortir de l'impasse sanglante qu'est le nationalisme et chercher à se construire un avenir commun. Cela ne se fera qu'au travers de la volonté des travailleurs et des opprimés de tous les pays de s'unir par-delà les frontières et les nationalités pour renverser l'impérialisme et la classe capitaliste qui en est à la tête. Ce combat commence, bien sûr, dans notre propre pays.

Nathalie Arthaud

Budget 2024 : la feuille de route du Medef

« Je ne vais pas alourdir encore l'impôt sur l'ensemble des Français [...], ni sur les gens les plus modestes, ni sur les gens qui travaillent, ni sur les classes moyennes », a déclaré Michel Barnier.

Le nouveau Premier ministre dit qu'il n'exclut pas que « les personnes les plus fortunées participent à l'effort national » par des « prélèvements ciblés » qui toucheraient aussi « certaines grandes entreprises ». C'est de la poudre aux yeux.

Selon le nouveau ministre de l'Économie, « la France a un des pires déficits de son histoire ». Et ce gouvernement a annoncé qu'il a 40 milliards d'euros d'économies à trouver. Ceux qui croiraient que cette somme sera prise dans la poche des plus riches n'ont qu'à écouter et lire les déclarations du patron du Medef, Patrick Martin, pour comprendre ce qui se prépare.

Celui-ci a formulé des propositions très concrètes, comme s'il dic-

taut au gouvernement sa politique fiscale : il faudrait d'abord s'attaquer à la « fraude sociale » – traduire : prendre dans la poche des chômeurs et des personnes au RSA – puis au système de santé où, selon lui, 8 % des effectifs administratifs seraient en trop. Il évoque aussi la « surréglementation » qui coûterait 60 milliards. Il faut comprendre qu'il souhaite que l'État cesse de gaspiller de l'argent en contrôlant les grandes entreprises, afin qu'elles fassent ce qu'elles veulent comme elles veulent, et qu'il se débarrasse de tous ceux qui contrôlent un tant soit peu les grands groupes : comme les inspecteurs du travail, les agents des impôts, la médecine du travail...

Quant à taxer les transactions boursières, pour Martin, il n'en est pas question car cela va « faire fuir les investisseurs étrangers ». Revenir sur les allègements de cotisations patronales sur les bas salaires ? « C'est ultrasensible, notamment pour les

métiers exposés à la concurrence internationale », dit-il. Il ne faut donc vraiment pas toucher à ce qui rapporte à la classe capitaliste.

Martin se dit bien prêt à discuter de hausses d'impôts, mais à deux conditions : que l'État fasse d'abord « des efforts bien supérieurs à ce qu'il demande aux entreprises » et que « ça n'enraye pas la dynamique d'investissement ». Autrement dit, celles-ci pourraient donner une petite obole pour faire semblant, mais le gouvernement devra tailler à la hache dans les budgets des services publics.

Le gouvernement est ainsi sommé d'aller chercher ces 40 milliards dans la poche des travailleurs en particulier et des couches populaires en général : en supprimant des emplois dans la santé, les transports, l'éducation, chez les territoriaux... et en dégradant encore plus l'état des services publics, des routes, des infrastructures vitales pour la grande majorité.

Complémentaires santé : toujours plus chères

Un rapport d'information sur le coût des complémentaires santé, dont les tarifs ont augmenté de plus de 8 % en moyenne en 2024, a été présenté au Sénat jeudi 26 septembre.

La mission, qui estime que la hausse des tarifs est supérieure à l'augmentation des dépenses de santé et des nouvelles dispositions que les mutuelles ont à assumer, propose 22 pistes de réforme. Si les sénateurs se disent inquiets « pour l'avenir de la couverture santé et de l'accès aux soins », ils ne le sont manifestement pas assez pour retenir l'idée initialement avancée d'augmenter la prise en charge de la Sécurité sociale. Désormais, ils jugent cela « trop complexe ».

Il est plus facile en effet de rejeter la responsabilité sur les mutuelles alors que l'État se désengage sans cesse un peu plus. Qu'importe que

cela contraigne encore plus de travailleurs à choisir entre leur mutuelle et les autres dépenses de la vie courante, qui flambent elles aussi. Qu'importe que le renoncement aux soins progresse toujours plus,

puisque la seule santé qui les préoccupe est celle des profits des grands groupes capitalistes.

L'accès aux soins devrait être un droit garanti à tous, financé par les caisses des capitalistes.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 11 OCTOBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 12 OCTOBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 13 OCTOBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 26 OCTOBRE de 8H30 à 10H00

Retailleau : ministre de la propagande raciste

Le premier discours de Bruno Retailleau en tant que ministre de l'Intérieur a été un condensé de démagogie réactionnaire. « Expulser plus et régulariser moins », a-t-il asséné avant de reprendre mot pour mot Macron avec ses formules sur « l'ordre ».

Retailleau comme Barnier savent qu'ils vont aggraver les conditions de vie de toute la population par une politique au service des riches. Il faut donc faire diversion, et mettre la prétendue question de l'immigration au centre de leurs discours en est un moyen. La nomination de Retailleau à l'Intérieur est un gage supplémentaire donné par Macron et son Premier ministre au Rassemblement national.

Longtemps proche de Philippe de Villiers, catholique intégriste et sénateur, Retailleau avait pris position contre le mariage homosexuel et contre l'inscription de l'IVG dans la

Constitution. Directeur de campagne de Fillon, puis plus tard, candidat à la présidence de LR, il fut battu par Ciotti. S'il a refusé de suivre son adversaire dans son soutien à Le Pen, c'est pour mieux porter des discours de la même eau contre le « chaos migratoire » en tant que président du groupe LR au Sénat.

Les déclarations tonitruantes contre l'insécurité, fustigeant un Darmanin accusé de ne pas en faire assez, ont été pour Retailleau autant d'occasions d'ajouter une louche à ses charges xénophobes et antimusulmans.

Retailleau voudrait priver de soins les sans-papiers, instaurer une « préférence nationale » pour l'accès aux prestations sociales, créer des quotas migratoires, durcir les conditions du regroupement familial, restreindre le droit du sol, etc.

Des économies sont faites par tous les gouvernements sur les services utiles à la population, les salaires sont

trop faibles par la volonté des patrons et le chômage explose à cause des licenciements. Mais en faisant des travailleurs immigrés les boucs émissaires, des politiciens comme Retailleau cherchent à détourner la colère des classes populaires des vraies raisons d'une situation sociale dramatique.



Ministres de droite : élus grâce à la gauche

Les dirigeants de la gauche n'en finissent pas d'implorer Macron de les laisser gouverner. Ils n'ont pas de mots assez durs pour le nouveau gouvernement de Barnier.

Le socialiste Oliver Faure le qualifie ainsi de « réactionnaire » et de « gouvernement le plus à droite de la 5e République ». C'est probablement vrai. Mais Faure a-t-il pour autant des regrets d'avoir, au nom de l'imposture du « front républicain », fait se désister le candidat socialiste de la 1re circonscription des Landes, pourtant qualifié au second tour des législatives du début de l'été, pour faire élire députée l'actuelle ministre de la Santé, Geneviève Darrieussecq ? Ou d'avoir pareillement appelé à voter pour le nouveau ministre de la Réussite scolaire, Alexandre Portier, défenseur de l'école privée au sein des Républicains ? Ou même d'avoir retiré un candidat de gauche pour faire élire la macroniste Panosyan-Bouvet,

à présent ministre du Travail ?

À propos de ce nouveau gouvernement qui ne tiendra que grâce à la bienveillance du RN, l'écologiste Marine Tondelier a déclaré : « le racisme est une valeur clé du gouvernement. » C'est bien possible. Mais alors pourquoi, il y a moins de trois mois, avoir fait élire à l'Assemblée le ministre des Affaires étrangères, celui des Finances et celui de la Fonction publique en retirant des candidats écologistes à leur profit ?

Le NFP et LFI ne sont pas au gouvernement mais ils peuvent se consoler en pensant qu'ils ont contribué à composer celui de Barnier en sacrifiant des candidats LFI pour faire accéder à la députation la Modem Valérie Létard et la macroniste Olga Givernet, respectivement ministre du Logement et ministre de l'Énergie.

En entendant des ministres à peine nommés s'en prendre aux travailleurs immigrés, chacun peut me-

surer à présent à quel point cette « digue républicaine » n'était pas une digue contre le racisme et la xénophobie gouvernementale. À l'annonce de la liste des ministres, le dirigeant du PCF Fabien Roussel a simplement tweeté : « Vite tournons la page. » Sans doute les dirigeants de la gauche préfèrent-ils faire oublier cet épisode...



Deux peintures du nouveau gouvernement

Retailleau, le nouveau ministre de l'intérieur nommé par le premier ministre Barnier, avait estimé dimanche 29 septembre dans le Journal du dimanche que « *l'État de droit, ça n'est pas intangible ni sacré* », provoquant à juste titre un tollé surtout quand on sait combien de fois la police a su s'asseoir dessus lors des dernières manifestations de travailleurs ou celles des Gilets Jaunes !

Eh bien il semble que la nouvelle ministre de l'Éducation nationale n'est pas en reste en matière de mépris social si l'on se réfère aux conseils qu'elle dispensait en 2009 au sein de The H.E.L.P Agency, une société spécialisée dans la formation pour les employées de maison du temps où elle était expatriée à Singapour et élue députée LREM de la 11ème circonscription des Français

établis hors de France.

Voici, ci-dessous un florilège de ses recommandations et appréciations à destination des employeurs de femmes de ménage asiatiques :

Sur la rémunération des employées de maison : « *les congés payés ne sont ni obligatoires, ni recommandés* ».

Sur la gestion du personnel de maison : « *Évitez émotion et compassion. Ne faites aucune remarque négative devant témoin. (...) Une 'helper' qui se sent humiliée devient ingérable ; elle cherchera à changer de famille* », met-elle en garde. « *Après une expérience en famille occidentale, l'employée a pris de l'assurance, croit déjà tout connaître et peut être difficile à gérer, refusant parfois de se soumettre à vos exigences* ».

Et : « *Les employées qui n'ont connu que des familles locales, chinoises par exemple, sont souvent plus flexibles, plus attentives aux consignes et ont pour la plupart développé un grand sens du service à l'asiatique* ».

Préjugés racistes, condescendance à l'égard des salariés et surtout préoccupation de faciliter l'exploitation des salariés par les employeurs, tels sont les critères retenus par le Premier ministre pour nommer la personne qui aura en charge le ministère de l'Éducation nationale. Ça promet !

Le programme du RN : 100 % propatronal

Le Rassemblement national vient de présenter son nouveau programme économique. Destiné à montrer qu'il pourrait gouverner de façon responsable, il reprend des mesures dans la continuité des gouvernements précédents, et bien susceptibles de séduire les capitalistes.

Concernant la baisse des impôts de production payés par les patrons, le RN voudrait aller plus loin que Macron. Il veut ainsi diminuer encore plus la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et carrément supprimer la contribution foncière des entreprises (CFE). C'est un cadeau supplémentaire de 14 milliards d'euros par an qui profitera principalement aux plus grandes entreprises. Le RN annonce aussi qu'il supprimerait toutes les cotisations patronales portant sur d'éventuelles augmentations de salaires allant jusqu'à 10 %. Depuis 40 ans, les gouvernements de gauche comme de droite ont pris des mesures exonérant les patrons de cotisations sociales sur les bas salaires, eh bien le RN se propose de conti-

nuer dans la même voie.

Par ailleurs, ce parti qui se proclame le défenseur des petites entreprises, se fait le promoteur du crédit impôt recherche (CIR) : une niche fiscale créée par la gauche au début des années 1980 qui, sous prétexte de subventionner la recherche, arrose avant tout le grand patronat. Ainsi les cinquante plus grandes entreprises récupèrent chaque année plus de la moitié du montant du CIR, soit plus de 3,5 milliards d'euros.

En revanche, dans ce programme et comme par hasard on ne trouve plus les quelques promesses de mesures qui pourtant n'auraient pas beaucoup égratigné les fortunes du grand patronat. C'est le cas pour la taxe sur les rachats d'actions, pour celle sur les « superprofits » et pour la suppression de la « flat tax » mise en place par Macron pour diminuer les impôts sur les revenus du capital.

Et on ne trouve pas non plus dans ce programme la baisse de la TVA sur l'énergie et les produits de première nécessité, une autre mesure avancée par le RN pendant les élec-

Après avoir recherché les voix des ouvriers et des employés pour se faire élire, le RN doit montrer patte blanche au grand patronat s'il veut un jour être admis au gouvernement.

Le RN n'a jamais été au pouvoir, mais son programme économique comme ses pratiques politiques y sont depuis des années !



La gauche réunionnaise au chevet du patronat

Le 27 septembre dernier, Patrick Lebreton, 1er vice-président du conseil régional, s'est déclaré en faveur du maintien des exonérations de cotisations patronales à La Réunion face à l'inspecteur général des Finances, chargé par le nouveau Premier ministre Barnier d'étudier des mesures de réduction ou d'exonération des cotisations et contributions sociales spécifiques aux Outre-Mer. Lui emboitant le pas, le député PS de la 1ère circonscription, Philippe Naillet, s'est inquiété de la remise en cause de ces avantages pour les capitalistes de La Réunion qui « *serait dramatique pour les territoires ultramarins* ».

Si ces déclarations de politiciens de gauche ont un sens, c'est de confirmer qu'ils sont, comme ceux de droite, prêts à défendre becs et ongles les intérêts du patronat !

De fait, la gauche et la droite réunionnaises se sont à de multiples reprises entendues pour revendiquer de substantiels avantages pour les patrons des DOM au prétexte qu'ils seraient injustement concurrencés

par les capitalistes des pays voisins profitant de salaires beaucoup plus bas et d'une moindre protection sociale.

En présentant les choses ainsi, les capitalistes de La Réunion visent en fait les travailleurs de La Réunion qui seraient privilégiés par rapport à ceux de la zone Océan indien.

Voilà qui est fort de la part de patrons qui possèdent eux mêmes des intérêts à Maurice, à Madagascar ou aux Comores !

Non content de pleurer sur le sort des patrons réunionnais, Patrick Lebreton ment quand il affirme que les exonérations de cotisations patronales leur permettent « l'embauche de salariés formés ou favoriser le retour vers l'emploi d'actifs au chômage ».

Qu'on demande aux dizaines de milliers de chômeurs ce qu'ils en pensent ! Qu'on demande aux caissières au Smic à vie et à temps partiel, en CDD, de la grande distribution ce qu'elles en pensent !

Les Smicards de La Réunion payent trois fois plus de cotisations

sociales que leurs patrons riches à millions, que ce soit dans la grande distribution, mais aussi dans la sécurité ou l'aide à la personne. De quelle justice sociale peut on parler ?

Ce ne sont pas les salaires misérables auxquels sont cantonnés à vie des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs réunionnais qui plombent les entreprises, ce sont les dividendes que s'attribuent les dirigeants des grandes entreprises des DOM et leurs actionnaires !

L'argent que l'État leur octroie sous forme d'exonérations de cotisations sociales et fiscales serait mieux utilisé s'il était orienté vers la satisfaction des besoins vitaux des plus bas revenus sous forme d'augmentation du SMIC, de constructions de logements à prix coûtant, de transports en commun et d'embauches dans les hôpitaux et les écoles !

Mais pour imposer cette orientation il faudrait prendre sur les profits patronaux, il faudrait égratigner l'opulence des bourgeois, ce que ne veulent surtout pas leurs fidèles serviteurs.

Lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans les hôpitaux : quels moyens ?

L'Ordre national des médecins a lancé une enquête sur les violences sexuelles dans le milieu médical. Concrètement, près de 285 000 médecins et internes ont reçu un questionnaire à remplir afin de « *mesurer l'ampleur du phénomène des violences sexuelles dans le milieu médical* ».

Parallèlement, à La Réunion, à l'initiative de la CFDT Santé, quatre « sentinelles » ont été déployées depuis deux mois dans les CHU Nord et Sud pour écouter et accompagner les victimes de violences sexuelles dans les hôpitaux de l'île. Selon son secrétaire général, au CHU de La Réunion, depuis deux ans, « *les langues se délient, les femmes parlent davantage des problèmes de*

sexisme ».

Cependant même si ces accompagnantes sont un appui pour les victimes et que certaines d'entre-elles ont déjà porté plainte, « *60% des victimes se rétractent* » devant la loi du plus fort.

En effet, c'est bien souvent grâce à la domination que leur donne leur place hiérarchique que des hommes se comportent avec violence et mépris envers des femmes.

Face à cette situation les moyens mis en œuvre pour venir en aide aux victimes et pour empêcher qu'elles ne le deviennent restent largement insuffisants.

La politique de restrictions tous azimuts engagée par la direction du CHU depuis plusieurs années, no-

tamment par la baisse des effectifs, entrave toute lutte sérieuse contre ce fléau qui pourrit la vie professionnelle et personnelle des soignantes.

C'est par le combat collectif pour l'égalité des droits, en particulier à travail égal salaire égal, contre la précarité, que les femmes et les hommes pourront imposer le respect et mener la lutte contre la banalisation révoltante du sexisme et des violences sexuelles au travail.

Une lutte qu'il faut mener dans ce monde d'exploitation et d'oppression qui pèse sur la société tout entière et fait resurgir sans cesse les inégalités et les idées tordues qui les accompagnent.

Aide médicale d'État : des torrents de mensonges

Il ne se passe plus un jour sans une sortie médiatique fracassante du ministre de l'Intérieur Retailleau. Le 23 septembre, il a repris la vieille rengaine de la droite et du RN contre l'aide médicale d'État (AME), dont Barnier avait déjà demandé la suppression en 2021, durant la primaire LR.

L'AME permet de prendre en charge les frais médicaux, hospitaliers et pharmaceutiques des étrangers en situation irrégulière résidant en France depuis plus de trois mois et disposant de revenus inférieurs à 810 euros par mois. Le coût de ce dispositif se monte à un milliard d'euros, soit 0,5 % des dépenses de santé. Sa suppression ne générerait même pas d'économies budgétaires.

Limiter l'AME uniquement aux cas « d'urgence » est non seulement inhumain mais absurde. Cela signifierait des consultations plus tardives nécessitant des soins plus lourds et plus coûteux... et contraindrait des malades qui auraient pu se rendre chez le médecin à s'adresser aux urgences et aux structures hospitalières déjà complètement saturées. Supprimer l'AME augmenterait de plus le risque d'épidémie pour toute la population, en réduisant les vaccinations et en retardant les traitements.

Le démagogue Retailleau prétend que des migrants viendraient uniquement pour profiter de la protection sociale en France, mais c'est un mensonge ! La moitié seulement des personnes qui auraient droit à l'AME y

ont effectivement recours. Une grande part du fonctionnement du système hospitalier, en revanche, fonctionne grâce à la compétence et au dévouement de travailleurs étrangers ou issus de l'immigration, y compris le corps médical. Cela, évidemment, il ne faut pas compter sur Retailleau ou ses acolytes pour le rappeler.



Transport maritime : CMA CGM et son talon d'Achille

Mardi 24 septembre, Rodolphe Saadé, dirigeant et propriétaire de la CMA CGM, troisième armateur mondial de porte-conteneurs, devait se rendre au Brésil pour y acheter la concession portuaire de Santos.

Pour 2,2 milliards de dollars CMA CGM acquiert ainsi le plus grand port à conteneurs de l'Amérique du Sud, installations, portiques et personnel compris. Il est capable de traiter trois millions de conteneurs par an, et 40 % du fret entrant ou sortant du Brésil y transite. Il ne s'agit que de la dernière emplette de la compagnie qui gère, par l'intermédiaire de deux filiales, des terminaux portuaires tout autour du monde pour un trafic total de plus de 30 millions de conteneurs en 2023.

L'arrivée de CMA CGM à Santos illustre la puissance acquise par les grandes compagnies maritimes, grâce aux dizaines de milliards de dollars de bénéfices accumulés chaque année entre 2020 et 2023. Les quatre premières compagnies et leurs alliances concentrent désormais 80 % du trafic de conteneurs. Elles détiennent en tout ou en partie les principaux ports

et leurs opérateurs, de Shanghai à Los Angeles, de New York à Rotterdam. Elles ont commencé à acheter les lignes ferroviaires et aériennes qui desservent leurs terminaux, les flottes de camions et de péniches qui pénètrent les continents. Elles promettent ainsi à leurs clients une ponctualité et une fiabilité sans égales et l'assurance de gérer avec précision les flux de marchandises et de produits semi-finis indispensables à l'économie mondiale et, avant tout, à la réalisation du profit.

Ce monopole de fait et les surprofits éhontés qu'il permet n'existent que grâce à la complaisance des États. Les fonds publics ont financé les installations portuaires gigantesques nécessaires aux bateaux géants. Ils ont tous voté les lois exemptant les compagnies d'impôts, d'obligations sociales et de presque tout contrôle de sécurité, de pollution, de risque. Ils repoussent tous ne serait-ce que l'obligation de déclaration de perte d'un conteneur en haute mer et rechignent à organiser un contrôle portuaire sérieux.

Guidée par le profit, couvée par les États, la prouesse technique qui

consiste à transporter une telle quantité de marchandises avec une telle fiabilité, mène à une monstrueuse concentration du capital.

Il y a tout de même une ombre au tableau : Saadé prévoit quatre à six semaines de difficultés car les dockers de la côte Est des États-Unis se préparent à la grève pour leurs salaires à partir du 1er octobre. Eh oui, ses bateaux ne naviguent, ses conteneurs ne circulent et ses bénéfices ne s'accumulent que si les travailleurs, en Amérique et partout dans le monde, le veulent bien, et la suite logique de la concentration devrait être... l'expropriation.



Les salariés d'Evollys sur leurs gardes

Apprenant que l'URCOOPA voulait reprendre la gestion de leur abattoir, les salariés d'Evollys à Etang Salé se sont mis en grève craignant que cette coopérative qui détient le monopole de la nutrition animale dans l'île ne cherche à dégrader leurs conditions de travail et de salaires pour augmenter ses profits. Ils ont entièrement raison, car la façon dont la direction de la CANE (chapeauté

par l'URCOOPA) traite actuellement ses salariés (fermeture de magasins et menaces de licenciements) ne peut que les rendre plus que méfiants !

Ils ont aussi dénoncé les dépenses outrancières engagées par l'URCOOPA à l'occasion de la fête de son 40ème anniversaire, estimées par eux à 500 000 euros pour la réception de quelques 1500 invités, à l'heure où, toujours selon leurs dires, la Sofi-

coop, la banque de l'URCOOPA fait l'objet d'une procédure de sauvegarde financière (Le Quotidien du 26 9 2024).

Ils ont bien raison d'être sur leurs gardes, car les capitalistes font toujours payer leurs frasques à ceux qu'ils exploitent !

SPL Estival : ne pas se laisser rouler...

La dernier conseil communautaire de la Cirest qui s'est déroulé le 27 septembre, a viré au pugilat verbal entre le maire de Saint-André Joé Bédier et le président et maire de Saint-Benoît, Patrice Selly. En cause, l'examen du rapport de la Cour des comptes sur la SPL Estival, le réseau de transport public de l'est, particulièrement la gabegie et la gestion frauduleuse de l'ex-PDG, Ludovic Alamélou. Bédier accusant Selly d'avoir cautionné les agissements de l'homme que les élus de la Cirest ont recruté. Selly se dégageant de toutes responsabilités dans cette affaire de dilapidation de l'argent public.

Mais cette comédie entre les deux élus qui règlent leurs comptes de politiciens est bien éloignée de ce que vivent les travailleurs de la SPL Estival à qui élus, direction de l'entreprise et le tribunal de commerce veulent imposer de nouveaux sacrifices.

En effet, après que les salariés ont perdu une partie de leur salaire, que l'effectif de la SPL est passé de 140 à 120 suite à l'accord signé entre les syndicats et la direction pour un plan social soi-disant «acceptable», il est question de geler le point d'indice salarial pour une durée indéterminée.

À la demande des syndicats de l'application de la Convention collective des transports de voyageurs dans la SPL qui pourrait améliorer un



Grève des salariés de la SPL Estival en novembre 2023

tant soit peu les salaires et de les conditions de travail, la direction de la SPL et les élus de la Cirest opposent un refus catégorique.

De plus, des bruits courent que la Cirest voudrait réviser son contrat avec la SPL pour faire sauter la clause prévoyant que les salariés de SPL Estival pourraient intégrer la Cirest en cas de liquidation de l'entreprise.

Aujourd'hui, le sort des employés de la SPL est suspendu à la décision prochaine du tribunal de commerce qui a prolongé, le mois d'août dernier, de six mois la période dite « d'observation », et au plan de re-

structuration que proposeront la Cirest et la direction de la SPL Estival.

Tout se joue donc sur le terrain administratif et judiciaire. Déjà, l'expérience de la grève de novembre 2023, dont la direction a échappé aux grévistes, a montré que les discussions autour d'une table et les décisions juridiques, n'ont pas été favorables aux travailleurs.

La seule leçon à en tirer c'est que tout ce qui se fait hors du contrôle des travailleurs eux-mêmes collectivement en lutte se fait contre eux !

Runmarket : les actionnaires veulent faire les poches des travailleurs

En 2020, Make Distribution, un conglomérat de capitalistes péi (dont Adrien Bellier) et mauricien (Groupe IBL) reprenait 4 des magasins du groupe Vindemia racheté par le Groupe Bernard Hayot (GBL).

Ils voulaient leur part du gâteau au nom de la soi-disant lutte contre le monopole de GBL dans la grande distribution. Les actionnaires de Make Distribution étaient d'ailleurs soutenus dans leur prétention par toute la classe politique réunionnaise qui se faisaient fort de défendre le « patriotisme économique », entendez par là les intérêts des capitalistes réunionnais face aux autres.

Les actionnaires de Make Distribution ont bénéficié alors d'un prêt garanti par l'État (PGE) et d'un effacement d'une bonne partie de leurs dettes sociales et fiscales.

Et bien qu'ils aient déclaré à l'époque qu'ils ne s'en prendraient pas aux salariés des quatre magasins de Saint-Paul, Sainte-Marie, Saint-Denis le Chaudron et Saint-André, ils ont fait fondre leur effectif en quatre ans de 750 à 625.



Aujourd'hui ils leur annoncent qu'il leur faut rembourser une dette de 30 millions en sept ans et leur demandent « un effort supplémentaire » en signant un Accord de Performance Collective (APC) qui se traduirait par une remise en cause des dispositions plus favorables obtenues dans le passé en matière de paiement du travail les jours fériés, de mutuelle, de prévoyance et de tickets restaurants.

Ces nouveaux coups de canifs dans leurs acquis, les travailleurs de

Run Market ne les acceptent pas. Avec raison, ils disent ne pas faire confiance à leur direction qui dit rencontrer des difficultés financières insurmontables... mais trouve le moyen de déboursier 28 millions d'euros pour acheter le terrain de l'hôtel Lux à Saint-Gilles !

DANS LE MONDE

INDE

Grève des ouvriers de Samsung

Depuis le 9 septembre les 1500 ouvriers de l'usine Samsung de Sunguvachatram près de Chennai dans l'État du Tamil Nadu sont en grève pour leurs salaires.

Ils travaillent 11 heures par jour quatre jours par semaine pour des salaires d'un peu plus 300 euros par mois.

La direction de Samsung a bien essayé de casser leur mouvement en

faisant appel à des centaines de bribeurs de grève. En vain. La grève a été reconduite de semaine en semaine. Le gouvernement a lui aussi tenté d'entraver le mouvement par le truchement d'un tribunal qui a interdit aux grévistes d'approcher de l'usine à moins de 500 mètres. Là aussi il a fait chou blanc.

Le gouvernement indien s'est fixé comme objectif de récupérer des

parts de marché détenus par la Chine au profit de ses capitalistes et en se vantant de pouvoir à terme devenir le premier atelier mondial.

Mais les travailleurs indiens n'acceptent pas, de même que leurs frères chinois, d'être sacrifiés sur l'autel du profit de leurs exploiters nationaux !

Vote sanction à la présidentielle

Le 22 septembre, l'opposant de gauche et chef de la Coalition nationale pour le pouvoir du peuple, Anura Kumara Disanayaka, a remporté l'élection présidentielle au Sri Lanka, après un deuxième tour de dépouillement.

En pleine crise économique, au printemps 2022, des manifestations quotidiennes à Colombo, la capitale, réclamant le départ de l'ancien président Rajapaksa, avaient été violemment réprimées. La nomination d'un nouveau Premier ministre, devenu depuis président, avait alors offert quelque répit au pouvoir. Mais les conséquences de la crise ont continué de peser lourdement sur la population de 22 millions d'habitants. Le manque de devises a rendu l'importation des produits de première nécessité, comme le carburant, extrêmement coûteuse. L'inflation atteignant 70 % l'an, les produits de base, la nourriture et les médicaments sont devenus inabornables. La corruption reprochée au clan Rajapaksa qui a dirigé le pays pendant plus de dix ans n'ayant pas disparu avec lui, le sentiment d'injustice et la pauvreté croissante n'ont pas cessé d'alimenter la colère. Le déclin du tourisme après la pandémie du Covid, la hausse du coût de la vie et la croissance du chômage ont fait grimper le taux de pauvreté. À peine sortie d'une guerre civile opposant Tamouls aux Cinghalais qui a fait 100 000 morts entre 1972 et 2009, la population du Sri Lanka est aujourd'hui acculée à la faim sur fond d'inflation galopante. Elle a découvert, non loin de la capitale, plusieurs centaines de véhicules de luxe abandonnés par l'ancienne équipe gouvernementale, symbole des détournements massifs de fonds publics opérés par la bourgeoisie sri lankaise. Fin 2023, plus du quart de la population était au-dessous du seuil. L'augmentation du salaire minimum mensuel approuvée par le



Wikimédia

Manifestation devant le palais présidentiel en avril 2022

gouvernement en mars 2024 l'a fait passer de 12 500 roupies (environ 40 euros) à 17 500, mais les travailleurs salariés peinent à faire survivre leur famille. Que dire donc des autres...

Le prêt du FMI de 2,9 milliards de dollars, conclu l'année précédente, visait à combler partiellement la dette de 36 milliards. Comme chaque fois que la finance internationale propose ce type d'accord, c'est la population qui paye, par une hausse brutale des prix, une aggravation de la vie quotidienne, l'impossibilité de se procurer les produits indispensables, l'effondrement de la santé publique. Dans sa campagne électorale, Disanayaka a promis non seulement des mesures anticorruption et une « bonne gouvernance », mais aussi la relance de l'économie par le développement des secteurs manufacturier, agricole et informatique. Il n'a cependant pas remis en cause l'accord conclu avec le FMI, évoquant seulement de façon vague une renégociation censée permettre d'atténuer les effets de l'austérité.

Ayant milité au sein du parti nationaliste pro-cinghalais JVP (Front

de libération du peuple) actuellement membre de la coalition NPP et qui s'est dit marxiste, l'opposant Disanayaka semble avoir incarné un espoir de changement et a recueilli les votes des jeunes manifestants de 2022. Mais en fait de « marxisme », il s'est rallié à l'économie de marché, et ses promesses faites aux pauvres ne vaudront vraisemblablement que ce que valent, en particulier en temps de crise, celles de tous ceux qui gouvernent dans le cadre du système capitaliste.

Le nouveau gouvernement dit vouloir agir pour le bien de la population, mais il accepte déjà de plier le genou face à la finance internationale.

La leçon que les travailleurs sri lankais doivent tirer de ces terribles épreuves, c'est qu'eux seuls sont capables de changer leur sort et de sortir de la misère, en exerçant eux mêmes le pouvoir !

Les travailleurs face à l'inflation

La grève de 33 000 salariés des usines Boeing du nord-ouest des États-Unis dure depuis le 13 septembre. Grâce à leur décision de rejeter l'accord que le syndicat avait négocié avec la direction, ces travailleurs peuvent espérer des augmentations de salaire allant au-delà des 25 % étalés sur les quatre prochaines années qui avaient été signés.

Au bout d'une semaine de grève, la direction a commencé à céder, proposant 30 % d'augmentation et affirmant que cette offre serait « *la meilleure et la dernière* ». Le président du syndicat IAM a salué cette première concession du patron en déclarant que « *cela montre que les travailleurs de Boeing avaient raison dès le départ* ». Il oublie de préciser que, quinze jours auparavant, son syndicat leur avait recommandé de voter en faveur des 25 %, expliquant : « *Nous ne croyons pas pouvoir obtenir plus par la grève.* » L'appareil syndical avait ainsi joué sa partition dans la propagande d'un des deux principaux constructeurs d'avions au monde se présentant aux yeux du public comme au bord du

gouffre et demandant à ses salariés de modérer leurs exigences.

Il est vrai que Boeing traverse des turbulences car des années d'économies dans la sécurité ont fini par provoquer quelques crashes aériens meurtriers et beaucoup d'autres accidents moins graves mais très inquiétants. Un nouveau PDG vient d'être nommé avec l'espoir d'améliorer, sinon la sécurité des avions construits, du moins l'image de la firme. Les bénéfices annoncés par Boeing sont passés de 19,7 milliards de dollars en 2018 à 4,5 milliards l'année suivante. Puis l'entreprise a déclaré 5,6 milliards de pertes en 2020, année du Covid marquée par l'arrêt des transports aériens. Mais depuis les bénéfices ont repris leur pente ascendante et se sont chiffrés à 7,7 milliards l'an dernier. Au final, depuis 2011, Boeing a dégagé au total 132 milliards de dollars de profits, ce que n'ignorent pas les grévistes.

Ceux-ci savent aussi ce que coûte la vie quotidienne aux États-Unis après quatre ans d'inflation : les prix ont officiellement bondi de 22 %, et de 30 % dans l'alimentation. Ils se souviennent avoir été brutalement licenciés, ainsi que des millions

d'autres salariés, lorsque les grandes entreprises ont vu la machine économique se gripper durant la pandémie. Aujourd'hui, pour les grévistes, il n'est plus question de se sacrifier pour que les gros actionnaires voient leur fortune progresser toujours plus.

Ce mécontentement se reflète aussi chez les 5 000 ouvriers de deux usines Textron de réparation d'avions situées au Kansas, qui viennent de commencer une grève. Là aussi les grévistes ont rejeté une augmentation de 25 % des salaires, jugée bien trop faible, prévue dans le nouveau contrat que leur patron a calqué sur celui de Boeing. Les revendications salariales sont aussi à la base de la grève de 17 000 travailleurs des télécommunications d'AT & T qui se déroule dans neuf États depuis un mois.

Avec raison, ces travailleurs font bien plus confiance pour défendre leurs intérêts à leur grève et à la pression qu'ils exercent sur les gros capitalistes qui les exploitent qu'aux promesses de campagne d'une Harris ou d'un Trump.

Grève des dockers américains

Après les chauffeurs routiers, les travailleurs du cinéma et de la santé, les dockers américains ont déclenché une grève générale bloquant tous les ports des côtes Est et Sud des États-Unis pour une augmentation générale de leurs salaires.

Biden et son gouvernement se faisaient forts d'avoir jugulé l'inflation aux États-Unis. Les dockers ont un tout autre avis : leurs salaires ne suivent pas le coût de la vie. Il faut donc les augmenter.

Les médias américains, mais aussi

mondiaux titraient sur l'importance de l'issue de la prochaine élection présidentielle aux USA. Mais par leur grève, les dockers et tous les travailleurs américains en lutte montrent que leur préoccupation sont l'emploi, leurs conditions de travail et leurs salaires... comme tous les travailleurs du monde entier !

Les élections ne servent qu'à enfumer les exploités. Relancer la lutte de classe, jusqu'à arracher le pouvoir des mains des capitalistes, voilà un objectif bien plus enthousiasmant pour les travailleurs !



Contre vie chère et bas salaires

Les manifestations pour exiger la baisse des prix des produits de consommation vendus par la grande distribution se poursuivent en Martinique, organisées par le RPrac (Rassemblement pour la protection des ressources afro-caribéennes).

Durant les jours ouvrables, plusieurs dizaines de manifestants bloquent l'entrée d'hypermarchés, empêchant ainsi leur ouverture. Ils visent principalement les Leclerc et Carrefour, symboles du monopole de la grande distribution en Martinique. En effet, ces enseignes appartiennent aux capitalistes les plus importants de l'île, tel le plus riche béké, Bernard Hayot, qui possèdent la plupart des centres commerciaux. Les manifestants ont à faire face aux policiers et gendarmes envoyés par le préfet pour protéger les biens des békés.

Certains corps de métier montrent leur solidarité. Les commerçants du centre-ville de Fort-de-France ont ainsi baissé leurs rideaux, jeudi 19 septembre. Ce même jour, les chauffeurs de taxi ont mené une opération escargot en direction de la préfecture. Le mardi 24, c'était au tour de chauffeurs routiers aux entrées de Fort-de-France. Plusieurs organisations politiques et associations appelaient à la mobilisation les jours prochains.

Mettant aussi en avant les revendications d'augmentation des salaires et des revenus sociaux, deux syndicats, la CGTM et la CDMT, ont indiqué qu'ils prenaient part à la lutte contre la vie chère et le racket des populations. La CGTM a déposé un préavis de grève à partir du 26 septembre. La CDMT a appelé à un défilé le 28 septembre.

Des négociations ont été organisées deux fois par le préfet de Marti-

nique avec, entre autres, les patrons de la grande distribution et le Medef. Les pistes envisagées étaient d'obtenir une aide de l'État au fret, au titre de la continuité territoriale, et de diminuer certaines taxes pour parvenir à une baisse de 20 % sur 2 500 produits. Les patrons de la grande distribution, eux, annoncent simplement qu'ils sont « prêts à faire le même effort que celui qui sera fait par l'État sur les frais d'approche ». Le directeur général du Groupe Bernard Hayot s'est contenté de répondre au préfet que, sa marge n'étant « que de 1 à 2 % », « s'il la baisse, c'est toute la chaîne qui sera impactée. » Autant dire que, pour l'instant, lui et ses pareils affichent leur arrogance et continuent de cacher les énormes profits qu'ils réalisent sur le dos des salariés et des populations de l'île ! Invité à ces réunions, le RPrac a quitté la table dès le début de la négociation car le préfet et les autres personnes présentes ne souhaitaient pas que la discussion soit diffusée en direct sur internet.

Après plusieurs nuits d'émeute au quartier Sainte-Thérèse de Fort-de-France, le préfet a mis en place un couvre-feu et une interdiction de manifester en ville du vendredi 20 au lundi matin 23 septembre, mesures qu'il a prolongées jusqu'au 26 septembre. Mais les manifestations contre la vie chère et les blocages de supermarchés ont continué tout le week-end.

En renforçant le mouvement contre la vie chère avec leurs propres revendications contre l'exploitation capitaliste et pour l'augmentation des salaires, des revenus sociaux et des pensions, les travailleurs font le bon choix. Pour faire reculer le grand pa-

tronat et l'État qui les exploitent et les affament, il faut que des milliers de travailleurs et d'opprimés s'engagent dans la lutte comme on l'a vu lors de la grève générale de 2009 et mieux encore.



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/>